

Comment l'Union Européenne finance l'oppression :

la coopération entre l'Union
Européenne et les Rapid Support
Forces au Soudan

Article paru en langue anglaise sur le site migration control :
<https://migration-control.info/en/blog/how-the-european-union-finances-oppression/>
Traduction amatrice en langue française

Reta Barfus

26 Mai 2023

Depuis des décennies, l'Union Européenne coopère avec des acteurs non européens, afin de contrôler les routes migratoires bien au-delà des côtes européennes. Cette coopération se fait dans certain cas avec des acteurs bien connus pour exercer brutalement leur pouvoir ; c'est le cas par exemple au Soudan. L'Union Européenne a régulièrement été accusée de financer les Rapid Support Forces (RSF), une organisation paramilitaire au Soudan qui trouve ses racines dans les milices qui ont commis des crimes de guerre et un génocide au Darfour. L'Union Européenne nie cette forme de soutien et les preuves tangibles d'un soutien direct sont rares. Il paraît ainsi important de comprendre la logique même et les structures de la coopération entre le Soudan d'une part et l'Union Européenne, ainsi que ses pays membres d'autre part, en terme de politiques migratoires et de contrôle des frontières, afin de bien saisir le lien qui existe entre l'Union Européenne et les RSF. Ce lien pour autant est bien difficile à comprendre, parce qu'il y a de multiples formes de coopérations, certaines officielles et d'autres secrètes. Le but de cet article est de visibiliser ce lien entre l'Union Européenne et les RSF dans toute son opacité et il pose ainsi plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Ce qui devrait apparaître clairement cependant, c'est qu'il y a eu et qu'il continue d'y avoir un soutien européen des RSF, sous de multiples formes, plus ou moins opaques, et que cette opacité n'a rien d'une coïncidence.

Le 15 avril dernier, un conflit majeur a éclaté entre les forces armées soudanaises, sous le contrôle d'al-Burhan et les RSF d'Hemedti. Après à peine un mois de conflit, on dénombre plus de 600 morts et au moins 5100 blessés graves. Plus de 700 000 personnes ont fui dans d'autres régions du Soudan. On estime qu'environ 800 000 personnes auraient fui le Soudan, à cause des combats.

Il ne s'agit pas simplement d'un conflit armé, mais « il y a également une bataille idéologique autour de comment présenter cette guerre : comme une guerre entre deux options, les RSF ou l'armée, ou bien comme une guerre entre l'État militarisé sous toutes ses formes et la révolution ». Les acteurs civils soudanais insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas simplement de s'allier avec l'un des deux camps et de le légitimer. Les forces sociales qui œuvrent pour un changement démocratique profond et pour une transition vers un gouvernement civil disent très clairement qu'il ne s'agit pas de s'allier avec un de ces partis militaires, mais d'exiger un changement réel et la démilitarisation du pouvoir.

Hemedti, comme al-Burhan ont sapé la promesse d'une transition vers un gouvernement civil. Leur intérêt a été de sécuriser et d'étendre leur domination sur le Soudan, par les armes.

Ce processus n'aurait cependant pas été possible sans le soutien d'acteurs internationaux comme l'Union Européenne, par exemple en exportant des armes vers le Soudan. Il faut noter qu'en raison de l'embargo sur les

armes, des pays tiers comme l'Ouganda, l'Arabie Saoudite ou bien les Émirats Arabes Unis ont pu servir d'intermédiaires pour ces armes et l'export de composants isolés a servi à déjouer cet embargo. Le résultat, c'est que la Sudanese Military Industry Corporation produit des armes comme le fusil d'assaut Keckler et Koch G3, le pistolet mitrailleur MP5 ou encore la mitrailleuse MG3. L'armement des deux factions du conflit actuel dure depuis des années, tout comme le soutien politique et financier qui leur est apporté. L'un des moteurs les plus importants de ce soutien qui dure et qui s'accélère, c'est le contrôle migratoire : le Soudan est un pays à la fois de départ, mais aussi de passage pour l'immigration vers l'Europe. Cette position a fait du Soudan un point focal des investissements européens vis à vis du contrôle des flux migratoires depuis, ou à travers le Soudan.

Cet article essaye de mettre en lumière le soutien d'acteurs européens au nom du contrôle migratoire, en se concentrant sur le rôle de Mohammed « Hemedti » Daglo et de ses RSF. Il n'évoque donc pas tant le rôle d'al-Burhan et le soutien européen qu'il reçoit. Ceci n'a pas pour but de légitimer al-Burhan et les forces armées soudanaises, ni de les dédouaner en ce qui concerne les politiques de contrôle migratoire, leur rôle dans ce domaine doit lui aussi être examiné soigneusement. Cependant, mettre en lumière Hemedti et les RSF et leur coopération avec l'Union Européenne et d'autres acteurs européens, dans le contexte des politiques migratoires, a une grande importance pour faire reconnaître que l'Europe est impitoyable dans le renforcement et l'externalisation de ses politiques

migratoires. Cette politique d'externalisation est à l'origine d'insécurité, de précarité et de violence, ce que l'on peut voir aujourd'hui au Soudan.

Les RSF et leurs origines

Les RSF tirent leurs origines des milices qui se sont formées au cours des années 1980. Pendant cette période, les combats au Soudan du Sud avaient repris et le président à ce moment là, Gaafar Mohamed el-Nimeiri, combattit la SPLA, Sudanese Peoples Liberation Army, à l'aide de mercenaires et de milices provenant du Darfour du sud. Combattre le mouvement indépendantiste avec des milices permit à el-Nimeiri de présenter ce conflit comme un « mélange de banditisme et de conflit inter-tribal » [1]. En 1985, après l'éviction d'el-Nimeiri, le Conseil Militaire Transitoire (Transitional Military Council) conserva la même approche et combattit les SPLA avec des milices, en recrutant et en armant des tribus arabes qui pratiquaient l'élevage au sud du Kordofan et au sud du Darfour [2]. Ces milices combattirent plus tard aux frontières avec le Tchad et de la Libye, lorsque des conflits y éclatèrent. Avec autant de milices et de groupes armés informels, en particulier au Darfour, la région toute entière se transforma en une scène de conflits armés autour des frontières, de l'accès aux terres et de l'accès aux ressources.

Puis la violence continua de s'exercer. Au début des années 2000, ces milices, armées par le gouvernement, s'en prirent aux populations civiles du Darfour par le biais de raids brutaux et des attaques qui visèrent des villages, firent des

milliers de morts et aboutirent à des déplacements de milliers de personnes. Le gouvernement soudanais laissa faire, puisque ces milices eurent vite un rôle central dans la répression de la résistance au Darfour, ce qui permit au gouvernement de se maintenir en place. En 2003, le mouvement Justice et Égalité (Justice and Equality Movement, JEM) et l'armée de libération soudanaise (Sudanese Liberation Army, SLA) s'attaquèrent aux infrastructures de l'État, ce qui amena une réponse brutale. Le gouvernement augmenta son soutien aux milices, recrutées principalement parmi les tribus arabes soudanaises. Il leur fournit des armes et des technologies de communications provenant des services secrets soudanais jusqu'à en faire une force de contre-insurrection qui se fit connaître sous le nom Janjaweed. Ce qui se passa ensuite est aujourd'hui reconnu comme le nettoyage ethnique des Zaghawas, des Masalits et des Furs. À travers une étroite coopération entre les forces aériennes soudanaises et les milices, des centaines de milliers de personnes furent assassinées au Darfour et des millions furent déplacées à travers le Darfour ou hors du Darfour. Le président al-Bashir, ne reconnaît toujours pas aujourd'hui le rôle de son gouvernement dans ce génocide ni dans la création de ces milices.

La pression internationale augmenta pour forcer al-Bashir à arrêter les milices au Darfour. Al-Bashir tenta alors de contrôler les milices. Jusqu'à ce moment, le soutien qu'il avait apporté à ces groupes ne lui avait pas permis de prendre leur contrôle. Pour parvenir à ce résultat, al-Bashir plaça formellement certaines des milices qui avaient

participé au génocide au Darfour sous le commandement des forces armées soudanaises (Sudanese Armed Forces, SAF) en déclarant qu'elles étaient maintenant le corps de gardes frontaliers (Border Guards corps). Il plaça l'ancien chef milicien Musa Halil à la tête de ces Border Guards corps. Dans les années qui suivirent, Musa Halil gagna de plus en plus de pouvoir grâce à sa position et se mit à travailler contre al-Bashir. Pour regagner le contrôle et ne pas voir son pouvoir menacé, al-Bashir restructura à nouveau les Border Guard corps : en 2013 il fonda les RSF à partir des Border Guards et il choisit l'un des chefs miliciens de longue date, Mohammed Hamdan Daglo, connu sous le nom d'Hemedti pour les diriger. Les premières actions d'Hemedti en tant que chef des RSF eurent lieu à Khartoum en septembre 2013, lorsque ses soldats tuèrent plus de 170 manifestants. La contestation était dirigée contre le régime d'al-Bashir qui avait restreint l'accès aux produits de première nécessité et au carburant. Pour la première fois, Hemedti jouait un rôle de soutien auprès du gouvernement d'al-Bashir, aussi à Khartoum, ce qui le mit dans une position d'allié indispensable au maintien du pouvoir d'al-Bashir.

Al-Bashir plaça les RSF sous la tutelle des services nationaux de renseignement et de sécurité (National Intelligence and Security Services, NISS), qui en prirent le contrôle opérationnel. En 2015, le parlement soudanais adopta des amendements constitutionnels qui donnèrent au NISS, et donc aussi aux RSF, le statut de forces armées régulières. La chaîne de commandement n'avait pas changé, mais dès lors, les RSF furent placées sous le contrôle direct d'al-Bashir. En 2017, le parlement adopta le RSF act, intégrant les RSF

aux SAF (Sudan Armed Forces). De plus, les RSF reçurent des fonds publics pour la première fois, ce qui les intégra encore plus profondément aux structures de l'État. Leur passé de milicien·nes impitoyables allait être oublié, alors même que leurs opérations brutales continuaient encore et se poursuivent toujours aujourd'hui. Avec ces changements, leur chef Hemedti gagna en puissance, mais il existe aussi d'autres facteurs qui expliquent la croissance de son pouvoir, comme le contrôle des plus importantes mines d'or du Soudan et le contrôle des mercenaires et des RSF qui jouent un rôle important dans le contrôle migratoire au Soudan, en soutenant directement les intérêts de l'Europe.

Le développement actuel des RSF

Aujourd'hui, le rôle principal des RSF est le contrôle des frontières. Elles surveillent une grande partie des frontières du Soudan et arrêtent les personnes migrantes, en particulier aux frontières nord du pays. Elles coopèrent également avec la police de l'immigration et la police régulière quand il y a des opérations aux frontières. Pour autant, les activités des RSF ne se limitent pas au contrôle des frontières. Il est largement reconnu aujourd'hui qu'elles jouent un rôle central dans le business des migrations. Non seulement, elles contrôlent les traversées des frontières, mais elles extorquent également de l'argent aux passeurs et aux migrants et sont finalement partie prenante de l'organisation même de la traversée des frontières. Tout cela, elles le font avec une brutalité impitoyable, comme en témoignent les nombreux récits de torture et d'assassinats de personnes migrantes tombées sous les mains des RSF.

Un membre des RSF a pu témoigner à des chercheur·euses que de temps en temps, « nous interceptons des migrant·e·s et nous les renvoyons à Khartoum, juste pour montrer qu'on fait le taf ». Mais la plupart du temps, continue le témoignage, les RSF transportent les personnes migrantes directement à la frontière avec la Libye, profitant ainsi du business fait sur le dos de ces personnes.

Les RSF ne sont pas seulement présentes aux frontières. Cette structure paramilitaire a longtemps servi à maintenir au pouvoir le précédent président al-Bashir et à supprimer l'opposition. Tout ceci a changé en 2018, lorsque leur chef Hemedti s'est opposé à al-Bashir et a participé à son éviction. Hemedti est devenu l'un des membres du gouvernement transitoire composé de forces démocratiques issues de la société civile ainsi que de composantes militaires. Après l'éviction d'al-Bashir en 2018, les RSF ont réprimé les manifestations contre la domination des composantes militaires dans le gouvernement transitoire : les RSF ont tué au moins 128 manifestant·e·s en une seule journée en 2019.

En 2021, les militaires ont organisé un coup d'État. Les forces militaires au Soudan ont gagné de plus en plus de pouvoir et d'influence et en particulier parmi eux le chef des SAF, le général Abdelfattah Burhan et Hemedti à la tête des RSF, formellement son subordonné. Mais leurs visions de la façon d'exercer le pouvoir, de la gestion des ressources et du partage du pouvoir sont différentes. Les tensions entre Burhan et Hemedti s'intensifient. En décembre 2022, les SAF et la coalition pour le changement et la liberté (Freedom

and Change Coalition) ont signé un accord censé diminuer le pouvoir politique des forces militaires, mais les accords risquent de permettre à Hemedti d'accroître son pouvoir, puisque lui et ses RSF ne sont plus sous le commandement de Burhan.

La position d'Hemedti reste complexe, surtout si l'on considère son rapport compétitif avec Burhan. Hemedti, à ce qu'on dit, est le « rival le plus dangereux de Burhan sur le long terme, tout en restant probablement son allié le plus proche sur le court terme ». Burhan s'est en effet appuyé sur les RSF de Hemedti pour l'aider dans le coup d'État qui lui a permis de prendre le pouvoir. Mais la compétition entre les deux est de plus en plus évidente.

La compétition se voit aussi dans les désaccords à propos des opérations menées par les RSF. Un exemple de cela concerne la présence conjointe des RSF et des troupes du groupe de mercenaires russes Wagner au Soudan. La coopération entre le Soudan et la Russie avait été établie sous la présidence d'al-Bashir : sa rencontre avec Poutine à Sotchi en 2017 avait abouti à la signature d'accords de coopération à propos des concessions minières et des gisements de pétrole et de gaz. À cela s'ajoute l'apparition des troupes du groupe Wagner à la frontière avec le Tchad et la République centrafricaine. Hemedti continue aujourd'hui cette coopération et a rencontré Poutine à de nombreuses reprises. Dans le même temps, le groupe Wagner est profondément impliqué dans le business de l'or au Soudan et il ne rechigne pas à utiliser la force pour arriver à ses fins. Des rapports suggèrent que le groupe

Wagner est sous la protection des RSF : « les négociant·e·s ont décrit comment les russes sont arrivés sur le marché de l'or pour prélever des échantillons et acheter du minerai, payant jusqu'à 3 600 dollars pour un camion de neuf tonnes. Parfois, disent-ils, les russes étaient protégé·e·s par les troupes des RSF du général Hamdan ».

En plus de cela, les RSF et le groupe Wagner mènent des opérations conjointes au triangle frontalier Soudan, République centrafricaine, Tchad. Ces opérations conjointes ne sont probablement pas appuyées par les autorités officielles, puisque les forces ne sont pas sujettes à une chaîne de commandement centralisée. En particulier, Burhan n'a pas l'air d'apprécier. Fin janvier 2023, Burhan a rencontré Mahamat Déby, général militaire et président transitoire tchadien à N'Djamena. Leurs discussions ont abordé le fait que les RSF commençaient à prendre le pas sur les troupes militaires que le Tchad et le Soudan avaient mises en place de manière conjointe à la frontière en 2010. Burhan et Déby ont décidé de s'opposer à la prédominance des RSF dans la région en renforçant ces troupes. Il en résulte que de nombreux groupes armés et de nombreuses troupes existent à cet endroit, au nom du contrôle des frontières, se disputant l'influence et l'accès aux ressources. La société civile quant à elle est exposée aux violences de toutes ces troupes. Comme toujours, la militarisation du contrôle des frontières ravive les conflits locaux et les communautés locales ne s'en trouvent que plus opprimées, ce qui d'ailleurs devient en soi une source de conflits. Ainsi, l'Union Européenne, qui soutient tout ce système de contrôle des frontières au Soudan, a un rôle que l'on doit

tout à fait condamner. Cet exemple montre bien que d'une part, les RSF soutiennent les intérêts d'Hemedti, qui a les mains libres pour décider de ce que font ses troupes. D'autre part, il montre qu'Hemedti est assez puissant pour mener son propre agenda quant aux affaires étrangères : les politiques étrangères de Burhan et d'Hemedti ne sont pas cohérentes et sont façonnées plutôt par leur lutte pour le pouvoir. C'est d'autant plus visible avec les partenaires du Soudan à l'international, qui soutiennent soit Burhan, soit Hemedti, en fonction de leurs propres intérêts.

Les efforts individuels d'Hemedti se voient aussi dans sa dernière tentative pour se racheter, lui et les RSF, à l'échelle internationale. Dans une conférence de presse mi-janvier, il déclarait regretter d'avoir participé au coup d'État en 2021 et dénonçait les « personnes qui s'accrochent au pouvoir ». Cette déclaration avait lieu juste après que Burham ait réaffirmé que le coup d'État avait été mené « pour le bien du pays ». En agissant ainsi, Hemedti s'est positionné comme un partenaire international légitime, contrairement à Burhan. Depuis lors, Hemedti a répété cette manœuvre stratégique plusieurs fois, en s'auto-proclamant partisan d'un régime politique civil. Il s'agit d'une opportunité pour l'Union Européenne, puisqu'Hemedti et les RSF jouent le jeu des européens. D'ailleurs les déclarations du représentant européen Josep Borell en décembre 2022 ne présagent rien de bon : « on va pouvoir lancer des groupes de travail pour réfléchir à comment reprendre la coopération dès lors qu'un gouvernement transitoire et des accords constitutionnels pour la période transitoire seront adoptés ».

Le soutien politique de l'Europe

Depuis plus de 20 ans, l'Union Européenne et ses pays membres coopèrent avec des acteurs non européens dans le but de contrôler les mouvements migratoires. L'idée de base, c'est que la migration devrait être contrôlée à l'intérieur des pays d'origine et de transit. Le Soudan est un partenaire important de cette coopération du point de vue de l'Europe, puisque non seulement des personnes fuient le Soudan, mais aussi plusieurs routes migratoires très empruntées passent par le Soudan. En effet, les personnes qui viennent des pays frontaliers et qui vont vers l'Afrique du Nord ou l'Europe passent par le Soudan.

Cette position stratégique du Soudan, Hemedti en est bien conscient et al-Bashir en était déjà conscient. Ces deux dirigeants ont d'ailleurs utilisé cette position stratégique à de nombreuses reprises pour obtenir un soutien politique et financier de la part de l'Europe. Bien qu'al-Bashir soit accusé de plusieurs crimes de guerre et que la Cour Pénale Internationale ait délivré à son encontre des mandats d'arrêts en 2009 et en 2010 pour génocide, l'Union Européenne a poursuivi la coopération avec le dictateur soudanais et mis en place des canaux de financements à travers de multiples accords, bourses ou programmes visant à renforcer le contrôle de l'immigration et donc par là même, le pouvoir d'al-Bashir.

La peur de « l'immigration irrégulière » de l'Union Européenne et des gouvernements européens est également un atout pour Hemedti. Celui-ci n'a pas hésité à « rançonner » l'Europe à propos du contrôle des frontières

par les RSF en disant que « si le Soudan ouvre ses frontières, alors de nombreuses problèmes vont avoir lieu ailleurs dans le monde ». A d'autres occasions, il a demandé la levée des sanctions économiques à l'encontre du Soudan. Sa stratégie fonctionne et il affirme que « des représentants européens sont venus avec nous dans le désert pour voir de leurs propres yeux nos opérations et pour nous proposer des entraînements ». Il n'a pas dévoilé les nationalités de ces représentants. Les déclarations d'Hemedti montrent bien que l'Europe n'a pas le choix que de soutenir le Soudan et en particulier de le soutenir lui et les RSF, puisqu'il a le pouvoir de contrôler les frontières et qu'il a les contacts nécessaires pour coopérer avec de nombreuses milices et tribus dans le désert entre le Soudan, le Tchad et la Libye.

Il est devenu évident à la chute d'al-Bashir que l'Union Européenne a pris ces menaces au sérieux. Plusieurs représentants officiels d'États européens, comme par exemple des délégations venant du Royaume-Uni ou des Pays-bas, se sont alors déplacées à Khartoum. Ils ne sont pas venus discuter avec des représentants de la société civile, mais bien avec le chef milicien Hemedti. De la même manière, une délégation à l'échelle de l'Union Européenne a rapidement cherché à discuter avec Hemedti. En octobre 2019, des personnes haut placées à Bruxelles l'ont rencontré, comme Jean-Christophe Belliard, député secrétaire général et directeur général des affaires politiques du service des actions externes de l'Union Européenne, Koen Doens, directeur général du développement de la coopération et Alexander Rondos, le représentant spécial de l'Union Européenne pour la corne

de l'Afrique. Ils reconnaissaient en lui quelqu'un d'assez puissant pour servir leurs intérêts, mais aussi d'assez puissant pour les menacer. Pour avoir le contrôle sur les mouvements de migration qui traversent les frontières du Soudan, l'Union Européenne et ses États membres acceptent de soutenir Hemedti et les RSF qu'il dirige, une force paramilitaire anti-démocratique qui est impliquée dans la répression cruelle des personnes migrantes, de groupes issus de la société civile et du mouvement pour la démocratie au Soudan.

Externalisation : le processus de Khartoum

Le mouvement politique qui consiste à déplacer le contrôle des mouvements de migration et des frontières vers des pays non-européens a commencé dans les années 2000. De telles politiques d'externalisation sont basées sur l'idée que ce sont les pays de départ qui sont responsables d'empêcher et de contrôler l'émigration. Le Soudan n'avait pas encore été un partenaire officiel de cette coopération avant le « processus de Khartoum », une « plateforme de coopération politique entre les pays traversés par les routes migratoires depuis la corne de l'Afrique jusqu'à l'Europe ». Le processus de Khartoum, moins connu sous le nom de « EU-Horn of Africa Migration Route Initiative », initiative pour les routes de migration entre l'Union Européenne et la corne de l'Afrique, est le résultat d'une rencontre entre des ministres européens et africains à Rome pour discuter de leur « coopération avancée quant aux migrations et aux mouvements ». Les ministres présents, dont pour la première fois un ministre soudanais, adoptèrent alors la

Déclaration de la Conférence Ministérielle du Processus de Khartoum, aussi connue sous le nom de Déclaration de Rome en 2014. Cette déclaration constitue le document stratégique le plus important pour le processus de Khartoum. Elle contient plusieurs objectifs, comme le fait de développer des compétences locales et des stratégies nationales relatives à la « gestion des mouvements migratoires », des mesures pour restreindre l' « immigration irrégulière », des moyens d'identification, ou encore des changements de cadres juridiques dans les pays de départ ou de transit, afin de criminaliser la migration, en autorisant notamment aux autorités de poursuivre les personnes migrantes ainsi que celles qui les aident.

Ce mouvement politique d'externalisation s'est développé dans un flot de programmes et de projets que l'Union Européenne ou ses États membres ont fondés et mis en place. Les financements sont opaques, mais l'outil principal pour mettre en place ces politiques au Soudan est le fonds fiduciaire européen pour l'Afrique, European Trust Fund for Africa, EUTF. L'EUTF finance soixante-quinze pourcents des programmes du processus de Khartoum, le reste étant financé par d'autres budgets de l'Union Européenne, sachant que 7 pourcents sont financés directement par des États membres de l'Union Européenne ou d'autres donateurs. L'EUTF vaut 2 milliards d'euros. D'après les données de ce fonds, le Soudan a « profité » depuis sa création de 542 133 026 euros pour des projets nationaux, dont 53 020 000 d'euros étaient destinés à « améliorer la gestion migratoire ». De plus, 114 782 852 euros de l'EUTF ont été alloués à des projets régionaux avec le même objet

de l' « amélioration de la gestion migratoire » qui ont concerné directement le Soudan. Cela fait du Soudan le quatrième plus gros destinataire de la Corne de l'Afrique. D'autre part, ce n'est pas très clair si des projets ne portant pas sur le contrôle de la migration ne servent pas en fait à faire rentrer des fonds destinés à cette politique de contrôle des flux migratoires. Il est important de noter que les chercheur·euse·s ont démontré que seulement trois pourcents du budget avait été utilisé pour créer des routes migratoires sûres et régulières, alors même que l'EUTF est censée s'attaquer aux causes profondes de l'émigration et lutter contre le trafic d'être humain.

Tandis que le site internet de l'EUTF liste un certain nombre de projets faisant partie des principaux organismes de mise en œuvre comme l'OIM ou le GIZ, il n'y a aucune information accessible sur les acteurs soudanais, étatiques ou non, qui participent ou qui profitent des programmes. Les mécanismes permettant d'établir des informations publiques et transparentes sur les programmes de l'EUTF ne fonctionnent tout simplement pas. De fait, de manière générale, les mécanismes de contrôle des programmes de l'EUTF ont régulièrement fait face à des critiques, car ces programmes « se basent sur des modes de sélection et des processus de contrôle et d'évaluation opaques ». Le problème n'est pas spécifique au Soudan. Mais il n'existe aucun indice suggérant que ces mécanismes de responsabilisation et de contrôle fonctionnent mieux ailleurs qu'au Soudan, alors même que ce serait indispensable dans un État où le contrôle des frontières repose sur une ancienne milice comme les RSF. C'est une

contradiction avec les déclarations de l'Union Européenne qui affirme que l'argent ne finit pas dans les mains de l'État soudanais, mais « toutes les activités financées par l'Union Européenne au Soudan sont mises en place par des agences de développement des États membres, par les Nations-Unies, par des organisations internationales et par des ONG », ainsi que l'affirmait un porte parole de l'Union Européenne au journal Middle East Eye en 2019. Ceci est tout simplement faux.

En plus du financement et du soutien directs aux structures étatiques, il y a aussi des modes de coopérations indirects, comme avec la police soudanaise dans le cadre des programmes du processus de Khartoum. L'affirmation catégorique selon laquelle, en particulier, « les RSF ne bénéficient pas et ne bénéficieront jamais d'une quelconque forme de soutien, direct ou indirect, de la part d'un projet financé par l'Union Européenne, actuel ou futur » est insoutenable. Au contraire, le soutien politique et les soutiens indirects aux RSF de la part de l'Union Européenne et de ses États membres existent de manière certaine, et dans de rare cas, des traces de coopération directe sont démontrables.

Les programmes de l'Union Européenne

L'Union Européenne finance et met en place des programmes au Soudan pour renforcer le contrôle migratoire et les caractéristiques principales de ces programmes sont le manque de transparence et la difficulté à comprendre leur fonctionnement. Le programme BMM

(Better Migration Management, programme pour une « meilleure gestion des migrations ») et le ROCK (Regional Operational Center in Khartoum, « centre opérationnel régional à Khartoum ») dénotent particulièrement, puisqu'ils ont soutenu les RSF directement et indirectement et qu'ils vont probablement continuer à le faire.

Le programme Better Migration Management

Le BMM est un programme régional pluriannuel établi en 2016 par l'Allemagne et l'Union Européenne. Il est dirigé par le GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, agence allemande de coopération internationale) et sa mise en place passe par un grand nombre d'acteurs liés aux États membres de l'Union Européenne, tels que l'Organisation Internationale pour les Migrations (IOM), le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (UNHCR) ainsi que les ministres de l'intérieur en Italie, au Royaume-Uni et en France. En 2016, L'Union Européenne a accordé 40 millions d'euros provenant de l'EUTF à ce programme, une part de 5 millions d'euros était prévue pour renforcer la loi et le système judiciaire. Ce programme a créé des controverses, en particulier à propos de la mise en place de méthodes de « consolidation de capacités », qui consistent à « renforcer les possibilités de toutes les agences de gestion de la migration et de gestion des frontières, en particulier en aidant les membres de ces agences qui se retrouvent en première ligne [...] en particulier en leur apportant des formations et une assistance technique [...] et en fournissant aux agences gouvernementales et à celles de gestion des frontières des outils et équipements de base. » Avec tout ceci, les fonds européens risqueraient peut-être

de finir dans les poches des RSF, comme le souligne le chercheur Suliman Baldo. Pour mettre les choses au clair, Baldo ajoute « qu'en apportant un soutien matériel et technique au Soudan pour améliorer les capacités de gestion des migrations, tout en sachant que le Soudan avait choisi l'une des milices du Darfour les plus violentes pour patrouiller aux frontières égyptienne et libyenne, l'Union Européenne risquait non seulement de soutenir les RSF, mais aussi de permettre à un réseau complexe d'intérêts économiques de se développer dans le régime milicien du Soudan. »

Par exemple, de manière concrète, le ministre de l'intérieur soudanais a dressé en 2016 une liste de ses exigences. Celle-ci contenait l'entraînement des officiers de police aux frontières, ou encore une panoplie d'équipements pour dix-sept lieux de traversées des frontières, tels que des ordinateurs, des caméras, des serveurs, des véhicules ou des drones. Cette liste contenait aussi de l'équipement et du personnel pour mettre en place un centre d'entraînement à Khartoum. À part pour les drones, l'Union Européenne a répondu à toutes ces exigences dans le cadre du programme Better Migration Management [3]. Les journalistes ont découvert que le Comité des représentants permanents du conseil de l'Union Européenne a discuté du problème que représente l'envoi d'équipement au Soudan dans des conditions de sécurité maximales : le public ne devait découvrir sous aucun prétexte que ces plans risquaient de nuire à la réputation de l'Europe, comme le rapporte le journal Der Spiegel, en citant des documents de réunions internes. De plus, l'Union Européenne a décidé

d'entraîner les forces de police aux frontières soudanaises et d'aider à la construction de deux camps, contenant des cellules de détention pour migrants. L'Union Européenne a bien précisé que ces équipements ne tomberaient pas entre les mains des RSF. Mais étant donné les activités des RSF et leur imbrication profonde dans le gouvernement, ces déclarations ne sont pas tenables ! Le journaliste Eric Reeves a donc prédit que cet équipement allait être utilisé avant tout par les NISS (ndt services nationaux de renseignement et de sécurité) qui détient le commandement opérationnel des RSF, et par le large réseau d'acteurs sur lesquels se repose l'État pour contrôler les frontières, et les RSF sont proches, sinon centrales, dans ce réseau. Les déclarations de l'Europe comme quoi les RSF ne bénéficieraient pas de ces équipements est d'autant moins crédible étant donné le niveau de sécurité qui a entouré ces discussions [4].

Le soutien des RSF par l'Europe est revenu au centre de la table quand des journalistes ont découvert en 2016 que l'Union Européenne avait prévu de fournir des équipements et des entraînements aux autorités soudanaises. Ceci devait avoir lieu sous la supervision du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme. Pour une fois, les plans ne niaient pas la coopération avec les RSF, mais incluaient des formations aux droits de l'homme pour les RSF, une assistance dans la détection et l'identification des personnes migrantes, et des entraînements pour l'utilisation d'armes à feu. Lorsque ce programme fut critiqué, le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme en abandonna certaines parties et l'Union Européenne lança une campagne pour assurer qu'il n'y

aurait finalement pas de collaboration avec les RSF, ni à ce moment-là, ni plus tard.

Mais l'Union Européenne rompit cette promesse en 2020 lorsque le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et la mission pour la paix au Soudan de l'ONU, deux entités liées au processus de Khartoum, organisèrent une réunion à Khartoum où étaient présents des membres haut placés des RSF, notamment leur chef Hemedti. Cette réunion avait pour objet de lancer un programme d'entraînement à grande échelle pour les RSF, financés à hauteur de 10 millions d'euros par l'EUTF. Avec ce programme, il ne s'agissait pas simplement de financer l'entraînement des RSF, mais également de payer directement des infrastructures au groupe. De plus, ce programme aurait permis aux RSF de se présenter comme des partenaires internationaux légitimes et donc de se donner une bonne image. Cependant, cela représentait un risque pour l'Union Européenne : dans la description du programme, il était indiqué qu'il y avait le risque d'une « perte de réputation, étant donné que parmi les institutions présentes, certaines avaient commis des violations aux droits humains ». Ceci conduisit à une fin prématurée pour le programme puisque les plans furent rendus publics à la suite de quoi l'Union Européenne dut reculer en réponse à la pression du public et dut finalement annuler l'entraînement.

L'OIM consacre des fonds au contrôle des frontières

Comme on peut le voir, les différentes coopérations visibles qu'il y a eu avec les puissances militaires et paramilitaires soudanaises se sont heurtées à des critiques. En guise de

réponse, l'Union Européenne a toujours répondu que l'argent européen ne circulait pas dans les structures étatiques et que les programmes du processus de Khartoum n'étaient implémentés qu'à l'aide d'organisation internationales, en partenariat avec des ONG locales. Cependant ces déclarations sont elles aussi trompeuses, puisque certaines de ces organisations internationales travaillent directement avec les acteurs étatiques et les forces de sécurité du Soudan. C'est le cas de l'organisation internationale de la migration (OIM), qui joue un rôle important dans la mise en place des objectifs du processus de Khartoum au Soudan. Les dirigeant·e·s de l'unité de l'OIM à Khartoum ont dit : « bien sûr, nous sommes en partenariat avec le gouvernement soudanais. Une de nos principales missions est d'apporter notre soutien au renforcement des institutions qui s'occupent des migrations. Nous ne sommes pas là pour combattre la migration, mais nous sommes là pour la gérer. » De ce fait, l'OIM travaille aussi en collaboration directe avec la police de l'immigration et elle a entraîné des policiers à utiliser les systèmes d'information relatifs à la gestion des frontières de nombreuses fois. Il n'y a pas de preuve d'un soutien ou d'une coopération directe avec les RSF, mais il n'y a pas non plus de preuve que ces entraînements ne leur ont pas bénéficié, ou n'ont pas bénéficié à des forces qui leur sont affiliées.

Cela nous ramène à la nature opaque des financements européens des moyens de contrôle de la migration. De manière générale, les programmes que l'OIM met en place au Soudan ne sont pas transparents. Cela pose la question de savoir comment des acteurs tels que l'OIM peuvent

assurer que le soutien qu'ils apportent au vaste appareil sécuritaire ne bénéficie pas aux RSF d'une manière ou d'une autre, étant donné la proximité et l'intégration de ces derniers dans l'État soudanais. Les partenariats de l'OIM ne sont pas rendus publiques et ce qu'ils font exactement n'est pas documenté. D'après leur propre fiche d'information datant de 2020, l'OIM met en place au Soudan des programmes dans divers états, leur contenu étant décrit superficiellement. Par exemple, la Gestion des Frontières et de l'Immigration (Immigration and Border Management), qui vise à fournir une assistance technique au gouvernement et augmenter les capacités de gestion des frontières. Dans les rapports financiers de ces deux dernières années, on note cependant deux projets qui sortent du lot.

Tout d'abord, l'OIM prétend soutenir « l'installation et l'utilisation d'outils de gestion de frontière, ainsi que le fait d'assurer le traitement fluide et ordonné des voyageurs ». De plus, l'organisation répertorie l'assistance technique afin d'étendre les capacités pour le gouvernement soudanais en terme d'immigration et de gestion des frontières, ainsi que « le soutien intégré du gouvernement soudanais pour gérer les flux migratoires mixtes et fournir une aide directe aux migrants en état de vulnérabilité et aux communautés d'accueil dans l'est du Soudan ». C'est ce cadre qui a permis une série d'entraînements réalisés par l'OIM, qui ont, entre autre, profité à des officiers de police dans le domaine de « l'investigation et la poursuite du trafic d'être humain » à Dongola.

Dongola est d'une importance capitale en ce qui concerne le contrôle de la migration. C'est dans ce port qu'on trouve un centre où les migrants arrêtés à la frontière sont amenés et où « ils peuvent être gardés ». Les forces de police que l'OIM a entraîné à Dongola pourraient être celles qui coopèrent avec les RSF pour les opérations aux frontières du Soudan, comme le rapporte le général Awad Elneil Dhia, chef du département de l'immigration de la police soudanaise : « Les RSF sont présentes à cet endroit et peuvent fournir de l'aide. La police n'est pas présente partout et on ne peut pas tout couvrir ». Les relations entre l'OIM et les RSF, quoi qu'indirectes, sont bien réelles.

Cependant, l'implication de l'Union Européenne à Dongola remonte encore plus loin. En 2018, des plans pour la création et la gestion d'un centre de détention dans ce port, dans le cadre du programme Better Migration Management furent rendus publics. Le général Awad Elneil Dhia a dit à ce propos : « la proposition venait de nous, car nous n'avions aucun endroit où garder les gens. » Ce centre avait pour but de « garder » les gens interceptés aux frontières pour les expulser, un rôle que l'OIM a assumé dans de nombreux pays, tels que le Niger. Là-bas, l'OIM gère un centre qui « héberge » (traduction de « accomodates », également entre guillemet dans la version originale, ndt) les personnes interceptées ou refoulées à la frontière algérienne, à la condition qu'elles acceptent un soi-disant retour volontaire. Par ces moyens, l'OIM devient un instrument majeur permettant à l'Union Européenne de repousser les personnes de plus en plus loin des frontières européennes. Si l'OIM avait géré ce centre comme elle l'a fait dans d'autres

pays, cela voudrait dire qu'elle aurait reçu des personnes interceptées aux frontières par les RSF, devenant ainsi partie intégrante de la mission des RSF dans le contrôle de la migration. Ce qu'il est advenu de ces plans est incertain, les informations à ce propos étant difficiles à trouver et l'OIM n'étant pas connue pour fournir des informations exhaustives sur ses activités.

Les programmes et les projets mentionnés ci-dessus ne sont pas des preuves directes que l'OIM coopère avec les RSF. Cependant, il est important de rappeler que l'OIM aime se présenter comme un acteur humanitaire, comme elle le fait au Soudan. Pour autant, ses programmes vont bien au-delà et des rapports démontrent que cette organisation collabore et même équipe des gardes aux frontières, et ce dans de nombreux contextes, comme par exemple en Géorgie. S'il n'y a pas de preuve directe d'une coopération entre l'OIM et les RSF, il y a quand même une chose qui est claire : il existe de forts indices de liens entre ces deux entités, et si le soutien de l'OIM n'est pas direct, il y a au moins une forme de coopération indirecte. Tout au long de cet article, on a pu voir de nombreux exemples de celle-ci, au travers des activités de contrôle de la migration. Ceci a pour effet de créer une base de légitimation des RSF.

Le rôle d'ONG locales

L'affirmation selon laquelle l'argent européen ne bénéficie pas au régime soudanais, mais à des organisations non-gouvernementales locales prête à confusion pour une autre raison encore : les ONG sont soit étroitement liées à l'État soudanais, ou bien doivent être enregistrées auprès du

gouvernement soudanais et de ses organismes de réglementation. Dès lors que l'Union Européenne commence à coopérer avec une de ces ONG enregistrées, elle doit entrer en contact avec la commission pour l'aide humanitaire qui était une branche des services de renseignement soudanais sous al-Bashir et qui est sous le contrôle des renseignements militaires pendant le gouvernement de transition. Ainsi, le gouvernement soudanais et les forces de sécurité contrôlent précisément les activités des ONG locales dans le secteur de la migration, mais aussi leurs coopérations avec des acteurs internationaux et leurs donateurs. L'expérience d'ONG locales montre que le moment de l'enregistrement en particulier est utilisé par le régime soudanais pour empocher de l'argent et donc une partie des fonds que l'Union Européenne affirme allouer aux ONG locales seulement finit par arriver entre les mains de l'État soudanais.

ROCK

Le ROCK, centre opérationnel régional à Khartoum (Regional Operational Center in Khartoum) est un autre programme financé par l'EUTF à hauteur de 5 millions d'euros. Son but est de faciliter l'échange d'informations entre les services de renseignement des pays de la Corne de l'Afrique, afin « d'améliorer la gestion migratoire dans les pays de transit et de départ ». Le centre à Khartoum a été dirigé et implémenté par la société étatique française de sécurité CIVIPOL, « au bénéfice d'un consortium de pays membres de l'Union Européenne composé de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne en tant que

partenaires associés et de l'Allemagne en tant que pays observateur ».

Le financement et la direction ont été assurées par des acteurs européens. Au sein du centre lui-même étaient présents des officiers de police de pays européens tels que la Grande Bretagne, la France et l'Italie et ils travaillaient avec du personnel soudanais, ainsi qu'avec un bon nombre d'officiers de liaison provenant de plusieurs États de la Corne de l'Afrique. Les opérations et le travail de ces officiers ainsi rassemblés reposaient sur les informations du service national de renseignement, NISS. Cela signifie que le centre, financé par des fonds européens, ainsi que les fonctionnaires travaillant sur place coopéraient avec une agence de renseignement à laquelle sont subordonnées les RSF.

Entre juin et septembre 2019, le centre a été fermé, et le personnel international a été déplacé à Nairobi. Certains affirment que cette fermeture temporaire est survenue après des allégations comme quoi des milicien·ne·s des RSF avaient été entraîné·e·s là-bas. Les représentant·e·s de l'Union Européenne ont rétorqué que la fermeture du centre avait lieu seulement pour préserver la sécurité du personnel.

Le programme ROCK est inquiétant, parce qu'il prévoit que le soutien aux moyens de contrôle et la formation de gardes frontières soit un aspect central du projet, sans aucun mécanisme de contrôle pour comprendre s'il y a un lien établi avec les RSF. Il est d'autant plus problématique qu'il

s'agit d'un moyen de détourner l'embargo sur les armes. Cependant, un nouveau projet est déjà sur les rails. Alors que le ROCK était officiellement encore en fonctionnement, l'Union Africaine a mis au point un centre opérationnel continental. Le but est d'échanger des informations pour améliorer la gestion des frontières. Les liens entre l'Union Européenne et les centres de l'Union Africaine ne sont pas transparents. L'Union Européenne affirme qu'aucune donnée recensée au ROCK ne serait partagée, mais que le nouveau centre mettrait en œuvre les enseignements tirés du ROCK.

Accords bilatéraux : des entraînements clandestins des milices des RSF

En plus des programmes menés dans le cadre des politiques européennes, des accords de coopération bilatéraux sont mis en place. Ces accords contiennent différents axes prioritaires, dont la mise en place de politiques de déportation. On peut trouver au sein de ces accords plusieurs preuves de soutien direct et indirect aux RSF.

Le gouvernement italien a conclu un protocole d'entente avec le Soudan en 2016. Cet accord était centré sur les déportations et introduisait la possibilité pour des fonctionnaires soudanais de venir travailler en Italie afin d'identifier les migrants soudanais à déporter. Il est également question d'une coopération étroite en terme de mesures de contrôle de migration, en particulier une coopération avec les RSF. Des journalistes ont révélé que les militaires italiens avaient conduit des entraînements

clandestins aux RSF, sans en avoir informé le parlement italien. En 2022, Hemedti est venu en Italie à bord d'un avion des Émirats Arabe Unis et a rencontré des représentants de la Turquie, de l'Italie et de l'OTAN. Durant sa visite, Hemedti a dressé une liste de demandes comprenant du matériel d'assistance technique et du support stratégique (c'est-à-dire des instructeurs pour des cours d'entraînement et des armes). Après une consultation, ces demandes furent accordées, incluant l'apport de drones, nécessaires aux RSF pour le contrôle de l'immigration vers l'Europe. Au delà de cet entraînement secret par des instructeurs italiens, il a été révélé que le groupe russe Wagner entraînait également les RSF.

Tout ceci ne prit pas fin à ce moment. La même année, le commandant des RSF reçut une délégation des services de renseignement italiens à Khartoum, à nouveau en visite non-officielle. Ni le gouvernement italien, ni le gouvernement soudanais n'étaient au courant. La délégation fut accueillie par Hemedti lui-même. Elle apportait avec elle une série de grand sacs et huit sac-à-dos correspondant aux équipements militaires italiens, tel que l'attestent des photographies. Le contenu de ces sacs est toujours inconnu, mais la chronologie des événements permet d'émettre quelques soupçons.

Le Royaume-Uni a commencé un soi-disant « dialogue stratégique » biannuel axé sur la migration, la lutte contre le terrorisme et le commerce [5]. D'autre part, il y a des accords bilatéraux entre l'Allemagne et le Soudan qui permet une coopération entre les fonctionnaires de ces

deux États sur les questions de migration. Bien qu'il n'y ait rien de particulier à propos des RSF, on sait qu'en 2016, des fonctionnaires soudanais et allemands ont mené des négociations à propos d'une potentielle assistance technique et logistique ainsi qu'une formation aux forces de police soudanaises. Lors de la visite d'une délégation du ministère de l'intérieur soudanais à Berlin, les différentes parties sont parvenues à un accord pour combattre l'immigration irrégulière et le trafic d'être humain. D'après le directeur général de la police soudanaise, le lieutenant général Hashim Osman al-Husseini, du côté allemand, il fut promis d'envoyer des technologies qui serviraient au contrôle migratoire au Soudan et d'entraîner les unités de police soudanaise. Il n'est pas certain que ces plans aient été mis en œuvre, les détails de la coopération entre l'Union Européenne et ses différents États membres et le Soudan étant entourés du plus grand secret.

Conclusion

Cet article essaye d'apporter quelques éclaircissements sur l'historique et sur les preuves d'une coopération, directe ou indirecte, entre l'Union Européenne et ses États membres et les RSF soudanaises. Cependant, de nombreux liens intéressants restent inexplorés pour une compréhension plus approfondie des rapports entre les politiques de contrôle migratoire européennes et les RSF. En particulier, il serait possible de creuser les différents acteurs qui mettent en œuvre des programmes dans le cadre du processus de Khartoum et de chercher à mieux comprendre le commerce d'armes au Soudan, qui n'a jamais cessé, malgré l'embargo

décidé par l'ONU et l'Union Européenne. Ce que ces recherches révèlent plus que tout, c'est la nature opaque et secrète de la coopération entre l'Union Européenne et ses États membres et le Soudan, rendant impossible de dresser un tableau complet de cette coopération. Cette opacité est particulièrement problématique et on pourrait même imaginer qu'elle est intentionnelle. Il demeure aujourd'hui impossible de vérifier dans quelle mesure l'Union Européenne et ses États membres coopèrent avec les acteurs soudanais, et de ce fait leur coopération avec les RSF reste également dans l'ombre. Il est cependant évident que les déclarations européennes comme quoi il n'existe aucune forme de coopération avec les RSF sont intenable. En effet, les liens entre les politiques européennes en matière de contrôle migratoire, les régimes militaires soudanais, ancien et actuel, et les RSF sont trop étroits. Dans certaines situations, des preuves tangibles d'un soutien matériel et financier aux RSF ont été rendues publiques, et des exemples comme l'entraînement secret par des militaires italiens suggèrent que le soutien aux RSF dans d'autres cas a pu échapper au regard du public et être fourni dans le secret. En parallèle, l'Union Européenne s'est également révélée efficace pour apporter des fonds et du soutien par le biais de programmes officiels tels que le BMM et le ROCK aux forces armées soudanaises, parfois aux RSF, d'autres fois à des acteurs qui coopèrent avec elles.

Ces dernières années, l'Union Européenne a créé un réseau opaque dans lequel Hemedti et les RSF sont devenus des acteurs essentiels. Non seulement les législateurs européens ont l'air de s'en accommoder, mais

l'externalisation du contrôle migratoire européen renforce le pouvoir d'acteurs comme les RSF. De cette manière, Hemedti a l'air d'avoir tout à fait raison quant à son importance aux yeux de l'Union Européenne qui dépend entièrement de son soutien et de la coopération d'une force dominante et brutale telle que les RSF. Cette relation est programmatique. La coopération avec Hemedti est un exemple supplémentaire du fait que les politiques d'externalisation des frontières européennes dépendent de l'existence d'acteurs puissants et en fin de compte, la manière dont ces acteurs arrivent au pouvoir et comment ils s'y maintiennent ne semble pas avoir d'importance pour l'Union Européenne, cette dernière contribuant elle-même à accroître leur pouvoir.

Sources

- [1] Sudan's Unfinished Democracy, 83
- [2] Sudan's Unfinished Democracy, 83
- [3] Akkermann, Mark. 2018. Expanding the Fortress. The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalization programme. Transnational Institute and Stop Wapenhandel, 59.
- [4] Akkermann, Mark. 2018. Expanding the Fortress. The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalization programme. Transnational Institute and Stop Wapenhandel, 60.
- [5] <https://www.clingendael.org/pub/2018/multilateral-damage/3-effects-of-eu-policies-in-sudan/>;
<https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2018/01/30/inside-eu-s-flawed-200-million-migration-deal-sudan>